

Chronologie

Juli–September / juillet-septembre 2013

Juli/juillet

01.07. Der nationale Ethikrat spricht sich gegen die Einführung aktiver Sterbehilfe in Frankreich aus, eines der Wahlversprechen von François Hollande 2012. Das Gremium, das ausschließlich beratende Funktion hat, regt stattdessen an, vermehrt auf die Wirkung von Patientenverfügungen zu setzen. In Hinblick auf in Europa vereinzelt ge-

stattete aktive Sterbehilfe hebt der Ethikrat die geltenden gesetzlichen Regelungen in Frankreich hervor, die sich von dieser Praxis deutlich abgrenzen.

01.07. Im Skandal um Abhörpraktiken des US-amerikanischen Geheimdienstes NSA werden neue Details bekannt. 38 diplomatische Vertretungen Frankreichs sollen neben denen anderer Staaten Ziele des US-amerikanischen Spionageprogramms

Année franco-allemande

De nombreuses manifestations marquent le troisième trimestre, alors que s'achève l'année franco-allemande, 50 ans après la signature du Traité de l'Elysée. Une première conférence franco-allemande sur l'Energie se tient à Paris le 2 juillet en présence des deux ministres de l'Environnement et de nombreux chercheurs, hauts responsables industriels et décideurs politiques. Un accord est signé entre l'Union française de l'Électricité (UFE) et l'Agence allemande de l'Energie (Dena) pour favoriser les échanges de vue des experts sur la question de la transition énergétique. La France promet de faire passer la part d'électricité produite par ses centrales nucléaires de 75 à 50 % d'ici à 2025 (cap précisé le 20 août par le président François Hollande dans une conférence de presse), l'Allemagne entend fermer ses réacteurs (20 % de la production d'électricité) à 0 % en 2022.

Cinquante ans après la création de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ), des festivités ont lieu à Paris du 4 au 6 juillet, en présence de nombreuses personnalités des deux

pays. L'OFAJ se voit remettre le Prix de Gaulle-Adenauer, le Prix franco-allemand du Journalisme est décerné à des journalistes des deux pays et un « Appel de la jeunesse » est remis aux responsables politiques par des jeunes qui ont rédigé quelques propositions pour l'avenir.

Le 3 septembre, le chef de l'Etat, Joachim Gauck entame une visite d'Etat de trois jours en France qui le conduit successivement à Paris, à Oradour-sur-Glane (voir le compte rendu dans ce numéro) et à Marseille. C'est la première visite de ce genre d'un président allemand en France depuis 17 ans.

Réunies à Sarrebruck le 8 septembre, la ministre-présidente de la Sarre (en sa qualité de plénipotentiaire des relations franco-allemandes) et la ministre française de la Culture annoncent, dans le cadre de la Journée allemande du Monument (l'équivalent des Journées européennes du Patrimoine) la rédaction d'un contrat-cadre pour le développement de la culture transfrontalière, afin de donner aux nombreux échanges culturels un cadre légal.

Zusammengestellt von Simona Gnade, *French Cultural Center / Alliance Française* (Boston), ehemalige Programm-assistentin im Programm Frankreich / deutsch-französische Beziehungen der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e. V. (DGAP), Robert Tuchel, französisches Generalkonsulat Hamburg, und François Talcy, Journalist. Etabli par Simona Gnade, *French Cultural Center / Alliance Française* (Boston), ancienne assistante du programme France / relations franco-allemandes de la Société de politique étrangère allemande (DGAP), Robert Tuchel, du consulat général de France à Hambourg, et François Talcy, journaliste.

Espionnage américain

Le porte-parole de la chancelière révèle le 1^{er} juillet que l'Allemagne souhaite faire toute la lumière sur les écoutes pratiquées par l'Agence américaine de Sécurité (NSA) sur le territoire allemand et auprès des représentations diplomatiques dans l'Union européenne. De nombreuses révélations sont publiées, notamment le 7 juillet dans l'interview accordée par e-mail au magazine *Der Spiegel* par l'ancien agent secret américain Edward Snowden qui avait dénoncé le 6 juin 2013 dans deux périodiques américains (relayés par des journaux européens) le programme *Prism* de collecte de renseignements par Internet. Selon lui, l'Agence américaine aurait eu dans le passé des contacts étroits avec les services allemands du renseignement (BND), ce que démentiront les services incriminés le 20 juillet.

Le journal dominical *Bild am Sonntag* publie, également le 7 juillet, un entretien entre le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, et l'ambassadeur américain à Berlin, Philip D. Murphy (dont les fonctions cessent quelques jours plus tard). Tous deux tentent de dissiper un climat de méfiance en affirmant vouloir apporter des éclaircissements sur cette affaire, mais se contentent d'attendre l'issue de l'enquête tout en dénonçant l'éventuel non-respect des libertés individuelles et de la protection des données. Le chef de la diplomatie allemande tient néanmoins à préciser que cette affaire ne doit pas mettre en péril le projet d'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis, car l'objectif est de mieux se positionner face à la concurrence des nouvelles grandes puissances comme la Chine.

La révélation des écoutes américaines suscite de vifs commentaires dans les capitales européennes, mais aussi tout spécialement à Bruxelles et Strasbourg. La commissaire européenne à la Justice et le président du Parlement européen se disent « *profondément inquiets et choqués* ».

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire

Die Zeit du 10 juillet, la chancelière Angela Merkel affirme pour sa part ne pas avoir été informée autrement que par la presse sur les agissements de la NSA. Elle rejette toute comparaison avec les écoutes menées dans l'ex-RDA par le régime communiste de Berlin-Est. Le ministre de l'Intérieur, Hans-Peter Friedrich, se rend le 12 juillet à Washington, où le vice-président Joe Biden l'assure que les Etats-Unis ne pratiquent pas d'espionnage industriel contre des entreprises allemandes. Le ministre défend même à son retour en Allemagne les écoutes américaines qui auraient, selon lui, fait échouer 45 attentats terroristes dans le monde, dont cinq en Allemagne.

Malgré tout, l'affaire prend de l'ampleur, notamment sur la question de la coopération germano-américaine dans ce domaine. Le 25 juillet, Ronald Pofalla, ministre de la chancellerie chargé des questions d'espionnage, dément devant l'organe de contrôle parlementaire toute implication allemande et assure que la protection des données individuelles a été respectée « à 100 % ». Dans une trentaine de villes, des manifestations sont organisées le 27 juillet pour protester contre les agissements américains.

Le 2 août, un accord de surveillance des télécommunications est annulé avec l'accord de Washington et Londres, il avait été passé en 1968 par l'Allemagne fédérale avec les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne pour l'échange d'observations faites par les services allemands de renseignements dès lors qu'il s'agissait de la sécurité des troupes alliées déployées en Allemagne de l'Ouest. Paris annule à son tour cet accord le 6 août.

De nouveau réuni à Berlin, l'organe de contrôle parlementaire auditionne le 12 août Frank-Walter Steinmeier, ancien ministre chargé des questions d'espionnage sous le chancelier Schröder, accusé par le gouvernement d'Angela Merkel d'avoir favorisé une coopération germano-américaine par un accord signé en 2002.

Prism gewesen sein, wie das Nachrichtenmagazin *Der Spiegel* berichtet. Außenminister Laurent Fabius fordert eine sofortige Aufklärung des Verdachts und spricht von inakzeptablen Zuständen. François Hollande sieht das französische Verhältnis zu den USA auf die Probe gestellt und erwägt die Aussetzung der Verhandlungen über ein transatlantisches Freihandelsabkommen. Im September wird bekannt, dass die NSA im Jahr 2010 als „streu geheim“ eingestufte Berichte französischer Diplomaten abgefangen hatte. Die Mitarbeiter der französischen Ministerien werden daraufhin dazu aufgerufen, keine eigenen Smartphones und Tablets mehr zu verwenden, um vertrauliche Informationen auszutauschen.

02.07. Umweltministerin Delphine Batho (*Parti socialiste*) wird von Premierminister Ayrault aus ihrem Amt entlassen. Diesem Schritt war Kritik der Ministerin an Budgetkürzungen ihres Ministeriums unter der Regierung Hollande vorangegangen. Außerdem hatte sie den Staatspräsidenten scharf dafür kritisiert, dass dieser seiner Ankündigung nicht gerecht werde, Frankreich zu einer Vorzeigenation in Sachen Umweltschutz und dessen Finanzierung zu machen. Zum neuen Umweltminister wird der sozialistische Abgeordnete Philippe Martin ernannt.

04.07. Staatspräsident Hollande reist zu einem Staatsbesuch nach Tunesien und hält eine Rede vor der Verfassunggebenden Versammlung. Hierin steht die französische Sichtweise der neuen politischen Machtkonstellationen in den Ländern des Maghreb im Mittelpunkt. Der Präsident ermutigt Tunesien, wo Anfang 2011 die ersten großen Proteste in der arabischen Welt stattgefunden hatten, eine Vorzeigeposition bei der Schaffung rechtsstaatlicher Institutionen einzunehmen. Besonders delikat ist Hollandes Besuch vor dem Hintergrund, dass am Vortag Ägyptens Präsident Mursi entmachtet worden war.

11.07. Der französische Rechnungshof stellt einen Bericht vor, demzufolge das Institutionen-gefüge der französischen Verwaltung reformbedürftig sei. Ziel zukünftiger Verwaltungsreformen müsse es sein, den Gemeinden Aufgaben und

Kompetenzen zu übertragen, die bisher von der zentralen Verwaltung gesteuert werden. Derzeit gebe es noch 900 000 staatlich Beschäftigte in Bereichen, die durch die Kommunen abgedeckt werden müssten, wie es beispielsweise bei den Arbeitsämtern *Pôle emploi* der Fall sei. Auch sei die Aufteilung von Amtsbezirken inkohärent.

12.07. Bei einem Zugunglück in Brétigny-sur-Orge, südlich von Paris, sterben sechs Menschen, über 200 werden verletzt – das schwerste Zugunglück in Frankreich seit 25 Jahren. Ermittlungen zufolge sei der *Intercity*-Zug aufgrund einer defekten Weiche entgleist und aus den Schienen gesprungen. Dieser Vorfall löst umfangreiche Wartungsarbeiten im gesamten französischen Schienennetz aus.

14.07. In einem Fernsehinterview anlässlich des Nationalfeiertages bekräftigt Präsident Hollande seine Sparpläne zur Haushaltkskonsolidierung und Sanierung der Sozialsysteme. Hierbei schließe er auch Steuererhöhungen und die Anhebung der Beitragsjahre für die Rente nicht aus. Die diesjährige Parade steht unter dem Zeichen der französischen Militärintervention in Mali im Januar 2013. Afrikanische Truppen, die die französische Armee unterstützt hatten, der malische Interimspräsident Traoré sowie UN-Generalsekretär Ban Ki-moon nehmen als Ehrengäste teil.

16.07. Beim Neubau eines Druckwasserreaktors auf dem Gelände des Atomkraftwerks Flamanville (Basse-Normandie) wird eine entscheidende Etappe erreicht. In einer spektakulären Aktion wird eine 300 Tonnen schwere Stahlkuppel auf das Kraftwerksgebäude gesetzt, die den Reaktorraum schützen soll. Die Inbetriebnahme der Anlage ist nach mehreren Änderungen des Zeitplans nunmehr für 2016 geplant. Sie fällt an nähernd mit der Schließung des Kraftwerks in Fessenheim (Haut-Rhin) zusammen.

16.07. Die Nationalversammlung verabschiedet ein Gesetz, das die Forschung an Embryonen zwecks Stammzellforschung erlaubt. Sofern die Eltern ihr Einverständnis geben, ist damit die Forschung an überzähligen Embryonen möglich,

die für eine künstliche Befruchtung nach dem In-vitro-Verfahren nicht benötigt werden. Ziel von Forschungsministerin Geneviève Fioraso, auf de-

Aide allemande à la Grèce

En déplacement à Athènes le 18 juillet pour la première fois depuis le déclenchement de la crise de la dette, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, reconnaît publiquement que la Grèce a réalisé de grands progrès vers la consolidation de son économie. La nuit précédente, le parlement grec avait adopté le programme fort contesté de restrictions pour la fonction publique, qui prévoit la suppression de 15 000 postes de fonctionnaires.

Pendant trois jours, les syndicats avaient protesté contre ce programme. Avant l'arrivée du ministre, toutes les manifestations avaient été interdites dans le centre-ville de la capitale. Devant la Chambre de commerce germano-grecque, Wolfgang Schäuble concède que la population grecque traverse une période difficile, mais qu'il n'y a pas d'autre voie. Lors d'un entretien avec son homologue grec et le premier ministre Antonis Samaras, il demande au gouvernement de poursuivre les privatisations et annonce que l'Allemagne participera à un fonds d'investissement à hauteur de 100 millions d'euros. Le capital de ce fonds évalué au total à 500 millions d'euros permettra d'accorder des crédits intéressants à de petites et moyennes entreprises. Le ministre estime que la question des nouvelles aides à apporter à la Grèce ne sera abordée qu'en 2014. Berlin refuse tout nouvel aménagement de la dette grecque.

ren Initiative das neue Gesetz zurückgeht, war die Stärkung von Frankreichs Wettbewerbsfähigkeit in der Stammzellforschung und die Schaffung verlässlicher rechtlicher Rahmenbedingungen gewesen.

21.07. Zum Auftakt der Sommerpause empfängt François Hollande die Vorsitzenden der Parteien, die zusammen mit dem *Parti socialiste* (PS) in der Nationalversammlung eine Koalition bilden. Ziel des Treffens sei es, die politischen

Vorhaben der Regierung nach der Sommerpause zu besprechen, darunter die umstrittene Rentenreform der Regierung.

25.07. Der Rechnungshof stellt einen Bericht über die Kosten der erneuerbaren Energien für den Staat und die Verbraucher vor. Darin werden vor allem die garantierten hohen Einspeisevergütungen für Strom aus Photovoltaik-Anlagen kritisiert, die zu einer Wettbewerbsverzerrung gegenüber anderen erneuerbaren Energien führten. Die derzeit nur von den Stromverbrauchern getragenen Umlagekosten, die der Refinanzierung der Einspeisevergütungen dienen, sollen nach Empfehlung des *Cour des Comptes* zukünftig auch von Konsumenten fossiler Energien mitgetragen werden. Außerdem wäre häufiger Missbrauch der Förderinstrumente für den Bau von Solaranlagen festzustellen gewesen, so der Rechnungshof.

28.07. Der Fusionsbeschluss des französischen Werbe- und Medienkonzerns *Publicis* mit dem US-amerikanischen Konzern *Omnicom* wird von den beiden Vorstandsvorsitzenden, Maurice Lévy und John Wren, bekanntgegeben. Der neue Riese *Publicis Omnicom Group* wäre damit der weltgrößte Werbekonzern mit circa 130 000 Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern und einem Börsenwert von 27 Milliarden Euro. Hintergrund der Fusion ist die Konkurrenzfähigkeit gegenüber den führenden Internetanbietern.

August/août

02.08. Der *Conseil d'Etat*, das oberste französische Verwaltungsgericht, kippt das Anbauverbot der gentechnisch veränderten Maissorte *Monsanto 810*, die gegen Insekten unempfindlich sein soll. Die Verordnung der Regierung Sarkozy von März 2012, die den Anbau unter Verbot gestellt hatte, wird somit für ungültig erklärt. Bereits in den Vorjahren hatte der europäische Gerichtshof Entscheidungen der französischen Regierung für nichtig erklärt, da diese europäisches Recht ohne ausreichende Rechtsgrundlage verletzt hätten. Landwirtschaftsverbände kritisieren Präsident Hollande für sein Engagement gegen den Einsatz von gentechnisch verändertem Saatgut. Das INRA

(Institut national de la recherche agronomique), Institut für Agrarforschung, hatte erst am 13. Juli den offenen Anbau von genetisch veränderten Pflanzen zu Forschungszwecken gestoppt.

02.08. Einem Gesetzesentwurf des Staatsministers für Stadtentwicklung, François Lamy, zufolge soll die Klassifizierung von sozial oder wirtschaftlich besonders förderungsbedürftigen Stadtbezirken neu geregelt werden. Zum einen solle die Zahl der *zones urbaines sensibles* (ZUS) um die Hälfte auf rund 1 200 reduziert werden, um Fördermittel gezielter einsetzen zu können. Zum anderen solle die Einkommenshöhe der Bewohner über die Zuweisung der Mittel entscheiden. In der als ZUS klassifizierten Stadt Trappes und deren Umgebung war es am 19. Juli zu Ausschreitungen gegen die Polizeikräfte gekommen. Sie hatten eine verschleierte Frau dazu aufgefordert, ihren Gesichtsschleier im Rahmen einer Personenkontrolle abzunehmen.

05.08. Das nationale Beratungsgremium für die Einwanderungspolitik (*Haut Conseil à l'Intégration*) spricht gegenüber dem Beauftragten der Regierung in Laizitätsfragen (*Observatoire de la laïcité*) die Empfehlung aus, an Universitäten künftig jegliche Art religiöser Kopfbedeckung zu verbieten. Bildungsminister Vincent Peillon verkündet am 9. August die *Charte de la laïcité à l'école*, die das Tragen religiöser Symbole an öffentlichen Schulen verbietet. Außerdem solle diese auf der Trennung von Kirche und Staat beruhende Charta gleichrangig mit der Trikolore, der republikanischen Devise *Freiheit, Gleichheit, Brüderlichkeit* und der Erklärung der Menschenrechte von 1789 in den Schulen ausgehängt werden.

05.08. Der Internationale Währungsfonds IWF spricht in seinem Jahresbericht zur wirtschaftlichen Lage Frankreichs Empfehlungen an die Politik aus. Es sei auf lange Sicht lohnender, anstelle von Erhöhungen der Sozialabgaben den

Les prises de position de Joachim Gauck

Pour entamer sa deuxième année de mandat à la présidence de la République, Joachim Gauck se rend le 7 juillet dans les pays baltes. En Lettonie, il rend hommage aux efforts fournis pour adapter le pays aux critères de la zone euro, à laquelle la Lettonie accèdera le 1^{er} janvier 2014, mais c'est surtout aux pays-membres de l'Union européenne qu'il s'adresse, lorsqu'il leur demande d'engager plus de réformes. Après la visite du Musée de l'Occupation à Riga, où est documentée l'histoire de la Lettonie sous l'occupation nazie puis soviétique, le chef de l'Etat se rend en Estonie et en Lituanie, accompagné par une délégation du monde de l'économie.

Dans l'affaire des écoutes américaines (NSA), le président rend indirectement hommage, dans un entretien avec le journal *Passauer Neue Nachrichten* du 25 juillet, à l'ancien agent américain Edward Snowden qui a révélé l'affaire. Selon le chef de l'Etat, on doit le respect à ceux qui agissent par souci de conscience lorsqu'ils révèlent des abus.

Le 25 août, Joachim Gauck accorde une interview au journal dominical *Bild am Sonntag*,

dans laquelle il demande aux partis politiques allemands de renforcer leur action en faveur des immigrés. Il souhaite voir dans les parlements d'avantage de députés aux racines étrangères. Même l'élection du président issu de l'immigration ne lui paraît pas inconcevable en Allemagne.

En remerciement de leur bénévolat, le chef de l'Etat convie le 30 août quelque 4 000 personnes dans le parc de sa résidence du château de Bellevue à une *garden party*. Il souligne à nouveau l'engagement en faveur de l'intégration des immigrés et contre l'extrême droite.

En allant à Bonn le 12 septembre, Joachim Gauck est le premier chef de l'Etat à se rendre dans l'ancienne capitale, où siègent désormais 18 organisations des Nations-Unies, avec un millier de collaborateurs du monde entier dans les domaines de la protection de l'environnement, du développement et du service des volontaires. Dans l'hémicycle de l'ancien *Bundestag*, il rend hommage une nouvelle fois à la réconciliation franco-allemande et au travail des communes qui ont choisi l'étroite coopération avec les communautés d'Europe.

Actions diplomatiques

Pour ses trois derniers mois passés à la tête de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle (qui ne peut plus prétendre à une fonction ministérielle en raison de la défaite électorale de son parti, le FDP, le 22 septembre) multiplie les déplacements au Proche-Orient. Il se rend au Caire le 1^{er} août pour s'entretenir avec les nouveaux dirigeants égyptiens sur les risques d'escalade du conflit. Il critique le fait que l'autorisation de rendre visite au président islamiste Mohammed Mursi, déchu par les militaires, ne lui soit pas accordée. Le 17 août, c'est par téléphone qu'il demande à son homologue égyptien de ne pas bloquer une solution politique et de relancer le dialogue avec toutes les forces en présence après le décès de plusieurs centaines de militants proches de Mohammed Mursi lors de violentes manifestations. Quatre jours plus tard, avant une conférence des ministres européens des Affaires étrangères à Bruxelles, il menace Le Caire de mettre fin à tout soutien de la part de l'Union européenne si la situation n'évolue pas démocratiquement.

Le 11 août, il rencontre le président israélien Shimon Peres, ainsi que le premier ministre Benjamin Netanyahu et le président de l'Autorité palestinienne, Mahmud Abbas, deux semaines après la relance du processus de paix obtenu par les Etats-Unis. L'objectif reste de s'accorder sur une solution, dite des deux Etats, dans les neuf mois à venir.

Le 14 août, c'est au gouvernement et à l'opposition en Tunisie qu'il demande de faire preuve de compromis pour sortir de la crise, alors que chaque jour l'opposition manifeste depuis l'assassinat, le 25 juillet, d'un homme politique, Mohamed Brahmi. Dans ses entretiens avec le président Moncef Marzouki et le premier ministre Ali Larayedh, mais aussi avec les représentants de deux partis d'opposition, Guido Westerwelle assure la Tunisie de la volonté du gouvernement allemand de la soutenir politiquement et économiquement. Berlin a déjà financé pour 50 millions d'euros une centaine de projets favorables au processus de démocratisation.

Sur le dossier syrien, le ministre allemand, après avoir rappelé le refus de Berlin de participer à une éventuelle opération militaire, reçoit à Berlin le 2 septembre le président de la coalition nationale syrienne, Ahmad Al-Jarba et signe un accord-cadre de 10 millions d'euros sur le fonds d'affectation spéciale pour le relèvement de la Syrie. Ce fonds soutient les forces modérées de l'opposition syrienne, il est financé également par les Emirats arabes unis et reste ouvert à d'autres pays.

Au lendemain de sa défaite électorale, Guido Westerwelle se rend à l'Assemblée générale des Nations-Unies à New York, où il rencontre le 24 septembre son nouvel homologue iranien, Mohammad-Javad Zarif. Il tient le 28 septembre son dernier discours en tant que ministre des Affaires étrangères, 40 ans après l'adhésion des deux Etats allemands aux Nations-Unies. Il rappelle que Berlin est prêt, avec le Japon, l'Inde et le Brésil, à assumer une plus grande responsabilité en occupant un siège permanent au Conseil de sécurité.

Au lendemain de sa défaite électorale, Guido Westerwelle se rend à l'Assemblée générale des Nations-Unies à New York, où il rencontre le 24 septembre son nouvel homologue iranien, Mohammad-Javad Zarif. Il tient le 28 septembre son dernier discours en tant que ministre des Affaires étrangères, 40 ans après l'adhésion des deux Etats allemands aux Nations-Unies. Il rappelle que Berlin est prêt, avec le Japon, l'Inde et le Brésil, à assumer une plus grande responsabilité en occupant un siège permanent au Conseil de sécurité.

Unternehmen stärkere Anreize für die Aufrechterhaltung von Beschäftigungsverhältnissen zu geben. Positiv äußerte sich der IWF über die bereits beschlossene Arbeitsmarktreform, die unter anderem Arbeitnehmern mehr Mitbestimmungsrechte und eine paritätisch finanzierte Krankenversicherung einräumt, aber auch Teilzeitmodelle für krisengeplagte Unternehmen festlegt. Insgesamt mahnte der Währungsfonds mehr Flexibilität an,

um das für 2014 prognostizierte Haushaltsdefizit von 3,7 % langfristig zu verringern.

19.08. Die *rentrée politique* beginnt für die Regierung mit einer Klausurtagung, die sich mit den Herausforderungen des Landes bis 2025 befasst. Der Staatspräsident nennt unter anderem die günstige Altersstruktur der französischen Bevölkerung, den beginnenden Wandel in der

Energiepolitik und die Einbeziehung aller Bevölkerungsschichten als günstige Voraussetzungen für erfolgreichen Wandel. Anne Lauvergeon, Leiterin des Zukunftsplanungsstabes *Innovation 2030*, mahnt an, dass Frankreich beherzte Entscheidungen treffen und sein *Know-how* zum Beispiel bei der Nutzung erneuerbarer Energien und der Technik zur Wasseraufbereitung nutzen müsse, um sich auch zukünftig politisch und wirtschaftlich behaupten zu können.

25.08. Auf der dreitägigen Sommeruniversität der sozialistischen Partei in La Rochelle bereitet Premierminister Ayrault die Parteianhänger auf eine Zeit der unangenehmen Entscheidungen vor, besonders in Hinblick auf die angekündigte Rentenreform. Außerdem stimmt er die Parteibasis auf die Kommunalwahlen im kommenden Jahr ein und mahnt zu geschlossenem Auftreten, wobei er auch auf die offen ausgetragenen Streitigkeiten zwischen dem Innenminister und der Justizministerin anspielt.

27.08. Der *Conseil d'Etat* hebt das Einfuhrverbot gegen bestimmte Modelle des Autoherstellers *Mercedes-Benz* auf. Ende Juli 2013 hatte die Regierung das Verbot unter Berufung auf die Verwendung bestimmter Kältemitteln in den Fahrzeugen verhängt, die in Bezug auf ihre Umweltverträglichkeit nicht den neusten EU-Richtlinien entsprochen hätten. *Mercedes-Benz* hatte diese Praxis unter Berufung auf Feuergefahr beim Einsatz der gesetzeskonformen Chemikalien gechtfertigt. Das oberste Verwaltungsgericht hob die Regierungsverordnung unter Berufung auf die Geringfügigkeit des zu erwartenden Schadens auf.

28.08. Jean-Marc Ayrault gibt die Eckpunkte eines Rentenreform-Entwurfes bekannt. Diese sollte unter anderem die Anhebung der Beitragsjahre von derzeit 41,5 auf 43 im Jahr 2035 beinhalten. Das Renteneintrittsalter von 62 Jahren solle jedoch nicht angehoben werden. Die Beitragssätze würden in den kommenden vier Jahren um 0,3 Prozentpunkte steigen. Der Premierminister spricht von einer gerechten Reform, die zukunftsweisend sei.

Démission

Matthias Platzeck, ministre-président du Brandebourg et président régional du parti social-démocrate, annonce le 29 juillet à Potsdam qu'il donnera sa démission le 28 août pour raison de santé, suite à un AVC six semaines plus tôt. Son ministre régional de l'Intérieur, Dietmar Woidke, est élu par les députés SPD, à sa succession comme président du parti le 26 août et deux jours plus tard, par le parlement de Potsdam, à la tête du gouvernement régional. Il obtient 59 voix sur 88, soit 4 voix de plus que ne compte la coalition.

Matthias Platzeck, qui était à l'origine engagé dans le mouvement des écologistes, est entré en 1995 au SPD et a été élu ministre-président du Brandebourg en 2002, à la tête d'une coalition avec la CDU jusqu'en 2009, puis avec *Die Linke*. Pendant 146 jours, de fin 2005 au printemps 2006, il a également assumé les fonctions de président du SPD à l'échelon national, mais avait démissionné, déjà pour raison de santé, sur les conseils de son médecin. Le nouveau ministre-président siège depuis 19 ans sans interruption au *Landtag* du Brandebourg. Il a déjà dirigé le groupe parlementaire SPD et exercé les fonctions de ministre régional de l'Environnement. Les prochaines élections régionales sont prévues pour l'automne 2014. Lors des dernières élections du 22 septembre au *Bundestag*, les résultats du SPD dans le Brandebourg sont si mauvais que les sociaux-démocrates envisagent de miser désormais sur la popularité de leur ancien ministre-président. Selon des révélations du quotidien *Berliner Morgenpost*, ils lui proposeraient de devenir président du *Landtag* après les élections régionales de 2014, si sa santé le lui permet. En tout cas, le parti l'a déjà nommé pour conduire ces élections.

30.08. Premierminister Ayrault verkündet die Details der Strafrechtsreform, die das Kabinett als Gesetzentwurf einbringen will. Als neue Maßnahme sei u. a. die *contrainte pénale*, verschiedene Arten des gesellschaftlichen Engagements, als Ergänzung zur Bewährungsstrafe vorgesehen. Eben-

falls solle künftig das Strafmaß für Wiederholungstäter nicht mehr pauschal bemessen werden. Dem endgültigen Reformentwurf waren Streitigkeiten zwischen Innenminister Manuel Valls und Justizministerin Christiane Taubira über die Tauglichkeit der Maßnahmen vorangegangen. Opferverbände hatten der Ministerin vorgeworfen, die Resozialisierung von Wiederholungstatern vor die Belange der Opfer zu stellen.

30.08. Das Management des Automobilherstellers PSA *Peugeot-Citroën* gibt bekannt, dass die Produktion im Werk Aulnay-sous-Bois bereits Ende Oktober 2013 eingestellt werden solle. Der Absatzeinbruch bei den Neuwagen der beiden von PSA produzierten Marken habe zwischen Januar und August 2013 13 % betragen. Ende Juli war bekannt geworden, dass das Unternehmen notfalls in Form von Umstrukturierungsbeihilfen, auch auf die konzerneigene Bank *Banque PSA Finance*, zurückgreifen könne. Die Beihilfen waren vorher unter wettbewerbsrechtlichen Aspekten von der EU-Kommission geprüft worden.

September/septembre

03.09. Bundespräsident Joachim Gauck reist zu einem mehrtägigen Staatsbesuch nach Frankreich. Bei einer gemeinsamen Pressekonferenz unterstreicht Präsident Hollande die symbolische Bedeutung des Besuchs Gaucks im Jahr des 50-jährigen Jubiläums des Elysée-Vertrages mit dem anstehenden Besuch des Ehrenmals des unbekannten Soldaten am Triumphbogen sowie des Dorfes Oradour-sur-Glane im Limousin, wo 1944 mehr als 600 Franzosen von deutschen Soldaten der Waffen-SS erschossen worden waren.

10.09. Mehr als 100 000 Menschen demonstrieren bei landesweit 170 Veranstaltungen in mehreren französischen Großstädten gegen die Pläne der sozialistischen Regierung für eine Rentenreform. Vier Gewerkschaften hatten zu den Protesten aufgerufen. Sie fordern zwar keine Rücknahme der Reformpläne, aber eine „*deutliche Verbesserung*“. Insbesondere kritisieren sie die längeren Beitragsjahre, die erforderlich sind, um die Rente ohne Abschläge ausgezahlt zu bekommen.

11.09. Der französische Medien- und Telekommunikationskonzern *Vivendi* gibt Pläne zu einer Aufspaltung des Unternehmens in zwei Teile bekannt. Dabei solle eines der künftigen Unternehmen aus der Mediensparte bestehen, das andere aus dem Mobilfunk-Anbieter SFR, der durch diese Teilung mehr strategische Freiheiten erhalten und damit eine höhere Wettbewerbsfähigkeit. Im Medienbereich soll eine neue internationale Mediengruppe entstehen. Zugleich gibt das Unternehmen die Nominierung des größten Aktionärs Vincent Bolloré als Vizepräsident des Verwaltungsrates bekannt.

12.09. Staatspräsident Hollande kündigt eine offensive Strategie zur Stärkung von Zukunftsin industrien in Frankreich an. In den letzten zehn Jahren habe das Land nicht nur 750 000 Industriearbeitsplätze verloren, auch der Anteil der Industrie am Bruttoinlandsprodukt sei um 6 % zurückgegangen, so Hollande. 34 Industrieprojekte sollen daher zu einer Konsolidierung der existierenden Industrien beitragen und Investitionen in langfristige Schlüsseltechnologien, wie Energie, Umwelt, Gesundheit und Lebensmittel, sowie Informationstechnologien ermöglichen. Die Regierung rechnet mit 480 000 neuen Industriearbeitsplätzen in den kommenden zehn Jahren mit einem Wertschöpfungspotential von 45 Milliarden Euro; die Exporte sollen um 18 Milliarden Euro steigen. Die Umsetzung der Pläne soll vom Staat u. a. durch die Bereitstellung von Mittel der staatlichen Investitionsbank (*Banque publique d'investissement*) und durch öffentliche Aufträge gewährleistet werden.

15.09. Die Äußerungen des ehemaligen Premierministers François Fillon zum Umgang mit der Rechtsextremen Partei *Front national* (FN) sorgen innerhalb der konservativen Oppositionspartei UMP für heftige Auseinandersetzungen. Die bisherige Regel der UMP, wonach im Falle einer Stichwahl zwischen den Sozialisten und einem FN-Kandidaten keine Wahlempfehlung auszusprechen sei, solle nicht mehr zwingend gelten, so Fillon. Führende UMP-Politiker kritisieren Fillon scharf und sprechen von einer „*roten Linie*“, die nicht überschritten werden dürfe.

L'Allemagne et le conflit syrien

Réunis à Saint-Pétersbourg (Russie) le 5 septembre, les chefs d'Etat et de gouvernement des vingt pays les plus industrialisés mettent le conflit syrien à l'ordre du jour en raison des graves événements observés en Syrie. Le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, hostile à toute éventuelle participation de l'Allemagne à une quelconque opération militaire, qualifie d'inacceptable et de violation du droit international l'usage d'armes chimiques. Il souhaite que le Conseil de sécurité des Nations-Unies donne mandat à la Cour pénale internationale (CPI) pour qu'elle se saisisse de ce dossier et qu'une enquête soit menée sur le terrain, alors qu'Américains et Russes restent divisés sur l'origine des attaques au gaz toxique. La chancelière Angela Merkel, également présente au sommet, profite de cette rencontre pour s'entretenir avec plusieurs responsables et réaffirmer que Berlin entend bien s'engager en faveur d'une solution politique durable – l'objectif premier étant que cessent les violences. L'Allemagne avait déjà lancé une telle initiative au mois de janvier avec 56 autres pays. Aux côtés des Etats-Unis, seules la France, l'Australie et la Turquie approuvent une intervention punitive contre le dirigeant syrien. Les participants ne parviennent pas à un accord et l'Allemagne reste seule à refuser de signer le document final pour éviter, en accord avec Bruxelles, de ne pas s'engager sur une voie sans

consultation avec les autres pays-membres de l'Union européenne. Angela Merkel rencontre par ailleurs le secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki-moon, pour lui demander d'accélérer la présentation du rapport des inspecteurs. Au lendemain de ce sommet, les ministres européens des Affaires étrangères, d'ailleurs majoritairement hostiles à une intervention, se réunissent à Vilnius (Lituanie), en partie avec le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, dans le cadre de consultations informelles. Ils demandent à la Maison Blanche d'attendre le rapport des inspecteurs des Nations-Unies avant de lancer une attaque militaire contre la Syrie. Le ministre allemand, après avoir informé et consulté ses homologues européens, déclare, également au nom de la chancelière, vouloir adhérer à la déclaration formulée à Saint-Pétersbourg, qu'il qualifie de « *décision très ferme, résolue et surtout unanime* ». La déclaration fait état d'une réponse adéquate aux agissements du régime syrien contre son peuple, mais ne parle pas d'intervention militaire.

La réunion de Vilnius correspond à une tradition établie en 1974 par le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Hans-Dietrich Genscher, qui avait organisé pour la première fois ces consultations informelles au château de Gymnich, près de Bonn (alors capitale de l'Allemagne de l'Ouest).

17.09. Nach monatelangen Debatten stimmt die Nationalversammlung in letzter Lesung mit absoluter Mehrheit für ein Gesetz für mehr Transparenz in der Politik, wonach Parlamentarier, Bürgermeister großer Städte und andere hohe staatliche Verantwortungsträger wie die Chefs von Staatsunternehmen ihr Vermögen sowie Erklärungen zu möglichen Interessenskonflikten bei Nebentätigkeiten künftig offenlegen müssen. Anders als ursprünglich geplant, wird den Parlamentariern lediglich eine reine Beratertätigkeit untersagt, nicht jedoch eine Beratertätigkeit etwa als Anwalt. Abgeordnete dürfen in der Zeit ihres Mandats keine neue Nebentätigkeit mehr aufnehmen.

19.09. Acht Monate nach Beginn der französischen Militärintervention gegen radikalislamische Rebellen in Mali nimmt Präsident Hollande an der feierlichen Amtseinführung des neuen malischen Präsidenten, Ibrahim Boubacar Keita, teil. Hollande verspricht neben militärischem Beistand auch Hilfe bei Wiederaufbau und Aussöhnung des Landes.

20.09. Bei einer Umweltkonferenz in Paris kündigt Staatspräsident Hollande mehrere Maßnahmen zur Reduzierung von Treibhausgasen, zum Abbau des französischen Außenhandelsdefizits und zur Erhöhung der Energieeffizienz und -diversifizierung in Frankreich an. Demnach soll der

Deux élections régionales

En Bavière, une semaine avant l'élection des députés du *Bundestag*, l'aile bavaroise du parti chrétien-démocrate, la CSU, remporte la majorité des sièges du *Landtag* de Munich avec 47,7 % des suffrages. Le parti social-démocrate améliore certes son résultat précédent de 2008, mais reste avec 20,6 % dans l'opposition. Les libéraux, qui ont gouverné pendant cinq ans avec la CSU, disparaissent de l'échiquier politique, puisqu'ils ne parviennent pas à passer la barre fatidique des 5 %. *Die Linke* ne réussit pas non plus à entrer au *Landtag*. Quant à la formation des électeurs libres (*Freie Wähler*), dont on avait dit que les 10,2 % de 2008 avaient fait perdre la majorité absolue à la CSU, elle se maintient malgré une légère perte. Fort de sa majorité absolue, le ministre-président sortant, Horst Seehofer, peut donc rester à la tête du gouvernement régional sans avoir besoin d'un partenaire de coalition.

Bavière 15 septembre 2013

Capitale régionale	Munich	Partis	% (2009)	Sièges
Population/Inscrits	12,4 / 9,5 millions	CSU	47,7 (+ 4,3)	101 (+ 9)
Participation	64,5 % (+ 6,6 %)	SPD	20,6 (+ 2,0)	42 (+ 2)
C coalition sortante	CSU-FDP	Freie Wähler	9,0 (- 1,2)	19 (- 2)
Ministre-président sortant	Horst Seehofer (CSU)	Verts	8,6 (- 0,8)	18 (- 1)
Nouveau gouvernement	CSU	FDP	3,3 (- 4,7)	0 (- 16)
Ministre-président	Horst Seehofer (CSU)	Die Linke	2,1 (- 2,3)	0 (=)

En Hesse, l'élection régionale a lieu le même jour que le scrutin national pour le *Bundestag*. Le parti conservateur gagne quelques points par rapport au score de 2009, mais le parti social-démocrate enregistre une poussée de 7 points, alors que les Verts et *Die Linke* sont en perte de vitesse. Les libéraux atteignent tout juste les 5 %, mais au prix d'une chute de plus de 11 points. A la recherche d'une majorité absolue de sièges au *Landtag* de Wiesbaden, pas moins de quatre possibilités de coalition se présentent. Si Volker Bouffier (CDU) veut rester ministre-président, il a le choix de s'allier aux sociaux-démocrates (grande coalition) ou aux Verts. Si le SPD veut prendre les rênes du pouvoir régional, il lui faut constituer une coalition soit avec les Verts et les libéraux, soit avec les Verts et *Die Linke*. Ces deux dernières possibilités ne représenteraient cependant qu'une minuscule majorité d'une seule voix, ce qui, compte tenu des profondes divergences avec les libéraux et la nouvelle gauche, ne serait guère une garantie de stabilité.

Hesse 22 septembre 2013

Capitale régionale	Wiesbaden	Partis	% (2009)	Sièges
Population/Inscrits	6,0 / 4,4 millions	CDU	38,3 (+ 1,1)	47 (+ 1)
Participation	73,2 % (+ 13,2 %)	SPD	30,7 (+ 2,0)	37 (+ 8)
C coalition sortante	CSU-FDP	Verts	11,1 (- 2,6)	14 (- 3)
Ministre-président sortant	Volker Bouffier (CDU)	Die Linke	5,2 (- 0,2)	6 (=)
Nouveau gouvernement	*	FDP	5,0 (- 11,2)	6 (- 14)
Ministre-président	*	AfD	4,0 (+ 4,0)	0 (=)

* Selon la loi électorale de Hesse, la période législative actuelle ne s'achève qu'à la mi-janvier 2014.

Verbrauch fossiler Energien u. a. durch den Umstieg auf Elektroautos bis 2030 um 30 % reduziert werden. Insgesamt soll der Energieverbrauch bis 2050 halbiert werden. Auch der Anteil der französischen Atomenergie am Stromverbrauch soll von derzeit mehr als 75 auf 50 % bis 2025 gesenkt und das umstrittene Atomkraftwerk Fessenheim bis Ende 2016 geschlossen werden. Zu den Plänen gehören zudem eine Abgabe auf die Gewinne der zahlreichen Atomkraftwerke sowie die schrittweise Einführung einer CO₂-Besteuerung, mit der bis 2016 vier Milliarden Euro Einnahmen erzielt werden sollen. Zudem hat die Regierung ein Programm zur energetischen Sanierung von Wohnungen aufgelegt. Das Gesetz für die Energiewende soll nächstes Jahr vorgelegt werden.

20.09. Acht Jahre nach den wochenlangen Unruhen in französischen Vorstädten müssen sich zwei Polizisten wegen unterlassener Hilfeleistung vor Gericht verantworten. Zwei Jugendliche hatten sich im Oktober 2005 bei der Flucht vor zwei Polizisten im Pariser Vorort Clichy-sous-Bois in einem Stromtransformatorenhaus versteckt und dabei tödliche Stromstöße erlitten. Der Vorfall hatte in ganz Frankreich wochenlange Krawalle ausgelöst, bei denen tausende Fahrzeuge und hunderte Gebäude in Brand gesetzt wurden. Der französische Kassationsgerichtshof hatte die Einstellung des Verfahrens gegen die beiden Polizisten im letzten Jahr aufgehoben.

24.09. Staatspräsident Hollande spricht sich in seiner Rede bei der Eröffnung der 68. Vollversammlung der Vereinten Nationen für eine Praxis im UN-Sicherheitsrat aus, die es den Mitgliedern erlaubt, im Falle von Massenverbrechen auf ihr Vetorecht zu verzichten. In Bezug auf den Chemiewaffenangriff in Syrien fordert er eine Resolution, die Zwangsmaßnahmen und eine Bestrafung der Schuldigen erlaubt. Zur Unterstützung der afrikanischen Staaten im Kampf gegen den Drogenhandel, Terrorismus und die Piraterie werde Frankreich ein internationales Treffen für Frieden und Sicherheit abhalten. Schließlich spricht sich Hollande für die Verabschiedung eines Mandats zur Stabilisierung der Zentralafrikanischen Republik durch eine afrikanische Eingreiftruppe aus.

24.09. Nach Regierungsangaben sinkt die Arbeitslosigkeit in Frankreich erstmals seit April 2011. Ende August waren 3,236 Millionen Menschen ohne Arbeit, 50 000 weniger als im bisherigen Rekordmonat Juli. Die Vorwürfe der Oppositionspartei UMP, wonach die Behörden das wahre Ausmaß der Arbeitslosigkeit aufgrund mangelnder Datenaktualisierungen verschleiern würden, weisen die Behörden zurück.

25.09. Finanz- und Wirtschaftsminister Pierre Moscovici und Budgetminister Bernard Cazeneuve stellen den Haushaltsentwurf 2014 vor, wobei die Bereiche Jugendarbeitslosigkeit, Energie und Wohnungsbau Schwerpunkte bilden. Darüber hinaus sollen die angekündigte Rentenreform sowie eine Reform der Familienförderung das System konsolidieren und modernisieren. Mittels Sparmaßnahmen in Höhe von 18 Milliarden Euro soll das Defizit im Jahr 2014 auf 3,6 % gesenkt werden. Erst im Jahr 2015 werde es unter der 3 %-Marke liegen. 80 % der Einsparungen sollen durch eine Reduzierung der öffentlichen Ausgaben (15 Milliarden Euro, davon 6 Milliarden im Sozialbereich) und 20 % durch Einnahmeverbesserungen (3 Milliarden Euro), darunter auch eine leichte Erhöhung der Mehrwertsteuer von 19,6 auf 20 %, erreicht werden. Die Regierung senkt die Wachstumsprognose für 2014 und geht nunmehr von einem Wachstum von 0,9 %, statt 1,2 % aus.

28.09. Drei Jahre nach dem harten Vorgehen des ehemaligen Präsidenten Nicolas Sarkozy gegen im Land lebende Roma sorgen Äußerungen des sozialistischen Innenministers Manuel Valls über den mangelnden Integrationswillen der Zuwanderer für Diskussionen und lösen Streit in der Regierung und mit der EU aus. Aufgrund der Integrationsprobleme gebe es „*keine andere Lösung, als die illegalen Lager aufzulösen und die Roma in ihre Heimat zurückzuschicken*“, so Valls. Menschenrechtsorganisationen wie Amnesty International sowie Politiker der sozialistischen Partei PS kritisierten die Äußerungen Valls scharf. Brüssel droht mit Sanktionen, sollte Frankreich die EU-Grundregeln des freien Personenverkehrs nicht respektieren.

Verstorben/disparitions

Pierre Fabre, Gründer des gleichnamigen Pharmazie- und Kosmetikkonzerns, stirbt am 20. Juli im Alter von 87 Jahren nach langer Krankheit. Seinen Durchbruch verdankte er in den 1960er-Jahren der Gewinnung eines Wirkstoffs gegen Venenleiden aus der Dornmyrte. Zum Erfolg brachte er sein inzwischen weltweit agierendes Unternehmen durch die Aufteilung seiner Produktpalette in pharmazeutische und kosmetische Produkte sowie mehrere Fusionen mit konkurrierenden Konzernen.

Berthold Beitz, dernier baron de l'acier en Allemagne et président de la Fondation Alfried Krupp von Bohlen und Halbach, actionnaire principal du groupe sidérurgique *ThyssenKrupp*, décède le 30 juillet à l'âge de 99 ans. Né en Poméranie occidentale, condamné (puis gracié) pour avoir fait travailler des juifs dans des conditions épouvantables pendant la guerre, il avait cependant sauvé des centaines de juifs de l'extermination en les faisant travailler pour une entreprise pétrolière en Ukraine.

Lothar Bisky, ancien président du parti issu du parti communiste est-allemand PDS (de 1993 à 200 et de 2003 à 2007) avant de présider la nouvelle gauche, *Die Linke*, de 2007 à 2010, meurt à l'âge de 71 ans le 13 août. En mars 2013, il avait démissionné de la présidence du groupe parlementaire au parlement européen pour raisons de santé.

Jacques Vergès, umstrittener Rechtsanwalt, stirbt am 15. August im Alter von 88 Jahren in Paris. Vergès, der sich während des Zweiten Weltkrieges zunächst der *Résistance* angeschlossen hatte, hatte sich unter anderem auf die Verteidigung von ehemaligen Nazi-Verbrechern und prominenten Angeklagten, wie z. B. Klaus Barbie und dem Terroristen Carlos, spezialisiert.

Valérie Benguigui, französische Schauspielerin, stirbt am 2. September im Alter von 47 Jahren

an den Folgen einer Krebserkrankung. Ihre Karriere begann am Theater, 1997 hatte sie mit dem Film *Lügen haben kurze Röcke* ihren Durchbruch geschafft. Anfang des Jahres bekam sie für ihre Rolle in der Komödie *Der Vorname* den französischen Filmpreis *César* als beste Nebendarstellerin verliehen.

Otto Sander, grande figure du théâtre allemand, acteur et metteur en scène, décède le 12 septembre à l'âge de 72 ans. Il a participé à plus de 130 films au cinéma et à la télévision, mais aussi à de nombreuses représentations théâtrales. Il avait fait partie de la troupe de la *Schaubühne* à Berlin dans les années 70.

Erich Loest, écrivain est-allemand, 87 ans, se suicide le 12 septembre dans la clinique universitaire de Leipzig. Il avait passé sept ans en détention en Allemagne de l'Est. Son bestseller, *Nikolaikirche*, sur les derniers jours de la RDA a été porté à l'écran en 1995. Son dernier roman, *Lieber hundertmal irren* (il vaut mieux mentir cent fois), venait de sortir en librairie.

Marcel Reich-Ranicki, pape de la critique littéraire en Allemagne, meurt le 18 septembre à l'âge de 93 ans. Né en Pologne, il a gagné Berlin avec ses parents en 1929. Interné en 1938 en raison de ses origines juives, il a été expulsé vers la Pologne. Il ne retrouve l'Allemagne qu'en 1958, après avoir été consul de Pologne à Londres, et entre à l'hebdomadaire *Die Zeit* deux ans plus tard, puis au quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Il aimait à dire qu'il était « à moitié polonais, à moitié allemand et 100 % juif ».

Paul Kuhn, pianiste de jazz, s'éteint le 22 septembre à l'âge de 85 ans. Il fut un temps le seul musicien allemand sous contrat auprès de la radio militaire américaine AFN en Allemagne. Compositeur et arrangeur, il a produit de nombreux succès et dirigé de grands orchestres radio-phoniques de variétés.